



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

L'art opératif soviétique à l'épreuve de la guerre en Ukraine	Page 2
La France doit désormais armer l'Ukraine, plus et plus vite	Page 7
La guerre en Ukraine renforce la cybercoopération internationale	Page 7
Le conflit en Ukraine est l'un des résultats de l'effondrement de l'Union soviétique, affirme Poutine	Page 10
Le monde paiera le prix de la guerre en 2023, prévient l'OCDE	Page 11
Appréhender l'hacktivisme pro-ukrainien face à l'invasion russe	Page 13
Les drones kamikazes iraniens employés par la Russie, un nouveau danger pour les troupes ukrainiennes	Page 18
Les raisons de la débâcle russe dans le nord de l'Ukraine	Page 22
Ukraine : redonner tout son sens à la dissuasion	Page 24
Ukraine : pourquoi la centrale de Zaporijjia bloque le désarmement nucléaire	Page 25
Enquête Armement : pourquoi la France ne serait pas capable de faire face à une guerre	Page 27
L'Allemagne veut devenir la force armée la mieux équipée d'Europe	Page 33
Mali : les djihadistes de l'État islamique prennent une localité clé après d'âpres combats	Page 34
IN MEMORIAM	Page 36



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

L'art opératif soviétique à l'épreuve de la guerre en Ukraine

En fétichisant leurs victoires de la fin de la Grande Guerre patriotique, les Russes ont oublié que pour l'opération Bagration, il y avait 2,3 millions de soldats soviétiques contre 800 000 Allemands, et que pour Tempête d'août, ils étaient 1,6 million contre 600 000 japonais et avec 20 fois plus de chars et près de 30 000 pièces d'artillerie, ce qui aide à la réussite. Mieux encore, après des années de lutte les unités soviétiques étaient devenues des communautés militaires professionnelles solides et fiables. Le rapport de forces n'est pas le même en Ukraine.

La coalition militaire russe

Dans cet entre-deux hybride entre la vieille tradition d'armée de masse de conscription et l'objectif d'une armée professionnelle moderne, les Russes n'ont finalement pu engager initialement que 160 000 hommes en Ukraine. Pire encore, ils n'ont pas prévu une réserve professionnelle au moins équivalente pour la renforcer individuellement ou par unités constituées. Une armée professionnelle sans réserve est forcément petite et vulnérable à toute surprise qui nécessiterait des moyens importants. L'« opération spéciale » était condamnée à réussir tout de suite sous peine de se retrouver en grande difficulté. Elle n'a pas réussi tout de suite.

Une bonne planification est une bonne prévision de la manière dont ses forces vont se comporter face à celle de l'ennemi. Encore faut-il bien connaître les capacités de ses « pions tactiques », ce qui n'est pas facile lorsque ces pions sont hétérogènes.

Durant la réforme Serdioukov, toutes les divisions de l'armée de Terre avaient été remplacées par des brigades, puis avec Choïgu à partir de 2012 on est revenu aux structures anciennes en divisions et régiments, mais pas complètement et de nombreuses brigades indépendantes ont été maintenues. Entre l'échelon « armée », qui actionne ces divisions et brigades, on a formé aussi des corps d'armée, en fait des petites armées. Cela suffirait déjà à donner des migraines dans un état-major, mais ce n'est pas tout.

En voulant conserver malgré tout une armée un peu volumineuse tout en ayant insuffisamment de volontaires pour la professionnaliser complètement, la Russie a conservé une conscription réduite pour occuper à peu près le tiers des effectifs des unités. Mais comme les conscrits ne peuvent être engagés autrement que dans une guerre officiellement déclarée, il a fallu tout restructurer. Chaque brigade ou régiment a été ainsi tenu de former deux groupements tactiques (GT) composés uniquement de volontaires pour combattre en Ukraine mais avec une cohérence à reconstruire. En théorie, chaque GT est l'association d'un bataillon de mêlée – infanterie, chars – et d'un bataillon d'appui – obusiers, lance-roquettes multiples, antichars, antiaériens. Dans les faits, en partant d'unités matrices de compositions différentes, on a abouti à l'engagement de 120 groupements tous un peu différents de 600 à 900 hommes.

Cet ensemble forme le noyau, déjà complexe, du corps expéditionnaire russe, mais comme celle du IIIème Reich, l'armée russe moderne est un ensemble d'armées différentes et parfois concurrentes. La plus performante est l'armée d'assaut par air (VDV), distincte de de l'armée de Terre. Elle forme 12 brigades ou régiments presque complets à l'engagement en Ukraine car beaucoup plus professionnalisés que les unités de l'armée de Terre. Les VDV disposent aussi de la 45e brigade de Forces spéciales, en fait une brigade d'assaut par air d'élite, qui s'ajoute aux petites brigades de spetsnaz du service de renseignement militaire (GRU) présentes normalement dans chaque armée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Les Russes ont beaucoup investi dans cette armée prestigieuse, mais il y a deux problèmes. Le premier est que dans un contexte de ressources humaines rares, les VDV ont drainé une grande partie des engagés volontaires russes, au détriment des unités de l'armée de Terre désormais pauvres en bons fantassins et donc fragilisées. Le second est que cette armée d'élite est conçue pour être aéroportée ou, surtout, hélicoptérée. Elle est donc organisée en petites unités aéromécanisées équipées de véhicules blindés suffisamment légers pour être transportées par air. Or, après l'échec de l'hélicoptage d'un bataillon sur l'aéroport d'Hostomel au début de la guerre, les unités d'assaut par air n'ont plus fait aucun assaut par air, se contentant de combattre comme de vulgaires fantassins avec cet inconvénient qu'elles sont moins bien équipées qu'eux avec des véhicules moins protégés, moins bien armés et transportant moins. Les VDV ont par ailleurs peu de chars et surtout beaucoup moins d'appuis que les forces terrestres.

La Marine dispose aussi de sa propre force terrestre destinée aux opérations amphibies. Comme les VDV, les cinq petites brigades disponibles sont des unités d'élite équipées plutôt légèrement, et comme les VDV elles ne seront pas utilisées dans le cadre prévu mais comme unités terrestres avec les mêmes qualités et inconvénients.

Il y a aussi les armées périphériques à celles du ministère russe de la Défense. La principale en volume est composée des deux petites armées des républiques séparatistes de Donetsk et Louhansk (DNR/LNR), mélange de bataillons de milices politiques, plutôt bons comme Sparta ou Somali, et de 11 régiments/brigades composés de conscrits réquisitionnés, entre 30 et 40 000 hommes au total souvent peu formés et motivés, et dans tous les cas mal équipés. Les régiments DNR/LNR, initialement sous la coupe de la 8e armée russe, constituent surtout un réservoir de régiments de supplétifs parfois engagés loin de chez eux.

Et puis il y a les armées des amis de Vladimir Poutine. En parallèle, de l'armée régulière, la Russie a formé également une Garde nationale (RosGvardia) sous les ordres du général Viktor Zolotov, ancien du KGB, ancien garde du corps, et proche du président de la fédération russe. La Garde nationale, qui a absorbé les forces d'intervention de la Police nationale, est normalement chargée du maintien de l'ordre et à ce titre est engagée aussi en Ukraine afin d'assurer le contrôle et la sécurité arrière des armées. On la retrouve donc dans les zones occupées, en particulier dans les oblasts de Kherson et Zaporijjia, mais avec peu de capacités militaires et sans que l'on sache trop comment s'effectue la coordination avec les forces armées.

Dans le cadre initial de cette Garde nationale a émergé aussi l'armée privée de Ramzan Kadyrov chef de la république tchétchène, soit l'équivalent d'une division d'infanterie formée à partir des forces de sécurité, les « kadyrovtsy » et qui agit comme une petite armée alliée.

Il y a enfin Wagner, l'armée privée de l'homme d'affaires Evgueni Prigojine, également proche de Poutine, de la taille d'une petite division d'infanterie et qui dispose de moyens propres, y compris une petite aviation. Prigojine dispose aussi de certains pouvoirs particuliers comme celui de recruter où il veut, y compris dans les prisons.

Il faut ajouter à toutes ces forces terrestres, les 6e, 4e et 14e armées aériennes affectées aux districts militaires entourant la périphérie du théâtre ukrainien et la flotte de la mer Noire, des ensembles de guerre en milieu fluide, et donc l'emploi a été tâtonnant. On a désormais une force interarmées de missiles qui frappe dans toute l'Ukraine et des escadres aériennes agissant en prudentes opérations de frappes planifiées en avant des armées au sol.

Ce qu'il faut retenir dans ce qui nous intéresse, c'est que l'outil militaire russe est très hétérogène et fragmenté en forces souvent peu coopératives. Cela ne facilite pas une bonne estimation des capacités réelles des



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

unités, d'autant plus que l'on y ment assez facilement malgré la présence de commissaires politiques, et la planification des opérations s'en trouve faussée d'autant.

La coalition militaire ukrainienne

L'armée ukrainienne du début de la guerre n'est guère plus homogène. On y compte en réalité trois armées : l'active, la territoriale et la garde nationale.

Comme en Russie l'armée d'active est mixte mais à la différence de la Russie, les soldats appelés sont engagés en même temps que les professionnels, ce qui a au moins le mérite initial de ne pas rompre la cohésion des brigades. Comme en Russie, également on distingue les brigades de l'armée de Terre, celles des troupes d'assaut par air et celles de la Marine. Le ministère de l'Intérieur dispose même au moins d'une pure brigade de manœuvre mécanisée avec la 4e Brigade de réaction rapide. La nouvelle différence avec la Russie est que cette force initiale a été renforcée d'un quart par des brigades de réserve.

Au total, on peut compter 34 brigades de manœuvre, ce qui équivaut sensiblement aux unités de mêlée d'une centaine de groupements tactiques russes mais à beaucoup moins en artillerie. On ne compte pas moins de sept types de brigades différentes, ce qui est sans doute trop, mais la chaîne de commandement au-dessus d'elles est beaucoup plus simple qu'en Russie puisque ces brigades sont directement actionnées par les commandements régionaux ou le commandement central à Kiev qui dirige aussi les Forces spéciales, de la taille d'une petite division d'infanterie légère.

La seconde armée est formée des 28 brigades territoriales. Unités constituées de réservistes et de volontaires sans expérience, les brigades territoriales ont été organisées juste avant le début de la guerre pour la défense de zones et des missions secondaires, comme la protection de sites ou de points de contrôle, permettent ainsi de soulager les brigades de manœuvre. Ce sont fondamentalement des brigades d'infanterie légère de taille variable et sans beaucoup de moyens lourds.

La troisième est le conglomérat d'unités chapeauté par le ministère de l'Intérieur avec des brigades de Garde nationale, assez peu différentes des brigades territoriales, et une myriade de bataillons autonomes de volontaires comme ceux du Régiment Azov. On pourrait y ajouter une quatrième armée avec la Légion internationale pour la défense territoriale de l'Ukraine, un autre conglomérat de bataillons, de recrutement étranger, de 15 à 20 000 hommes au total. Avec une force aérienne et antiaérienne petite mais active au sol et en l'air, et des forces navales réduites, à la défense des côtes, l'armée ukrainienne est au bout du compte presque aussi hétéroclite que celles des Russes, mais plus facile à gérer au moins dans un contexte de défense de zone où il y a peu de manœuvres à organiser.

Entropie, négentropie

Sans entrer dans le détail des actions tactiques, il faut comprendre que dans la confrontation des modèles le corps expéditionnaire russe s'est considérablement usé en pénétrant dans le dispositif de défense en profondeur ukrainien. Le choc opératif espéré n'a jamais eu lieu et les armées russes se sont corrodées au fur et à mesure de leur avancée vers Kiev. Elles ne s'en sont jamais remises.

Environ un tiers des pertes russes en véhicules de combat de la guerre sont survenues dans le premier mois de guerre. En pertes humaines, cela se traduit par 20 à 25 000 tués et blessés, concentrés pour une grande majorité dans les unités de mêlée des 120 groupements tactiques.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

Or, ces petits groupements formés de soldats volontaires à contrat court avec un encadrement réduit qui lui-même a beaucoup souffert, peuvent être durs au combat mais ne sont pas résilients. Lorsqu'ils cassent, ils constituent une communauté trop réduite et trop faible pour être reconstituée rapidement.

Le comblement des pertes russes initiales s'est fait par la récupération de tous les groupements tactiques encore disponibles en Russie, une quarantaine environ, qui ont été engagés dans la foulée au feu et ont pour beaucoup connu le même sort que les précédents. Puis, lorsque le roi s'est trouvé nu faute de réserves *professionnelles organisées, il a fallu passer par une grande campagne de recomplètement individuel en ratissant dans les forces armées et en recrutant des volontaires pour six mois à tour de bras. Or, se porter volontaire pour intégrer une unité « à risque », c'est-à-dire celles au bout du compte qui permettent de gagner une guerre, n'est pas forcément très attrayant même avec une bonne solde. On y a de fortes chances de s'y faire tuer ou mutiler pour quelque chose dont on ne voit pas bien si ça peut servir à quelque chose, même tactiquement, et sans la fierté d'appartenir à une communauté prestigieuse ou au moins accueillante. La vie de soldat russe n'est déjà pas très attrayante en temps de paix, elle l'est encore moins en temps de guerre.

Au bilan, alors même que les Russes réduisaient leur art opérationnel à un combat plus simple, à coup de combinaisons de frappes d'artillerie et d'assaut de bataillons dans l'attaque et de position statique en défense, le capital humain de l'armée de Terre russe s'est dégradé faute de renforts suffisants et de temps pour reconstituer de véritables unités de combat. Comme les serfs morts tout en étant encore vivants administrativement dans « Les âmes mortes » de Nicolas Gogol, il y a bien des listes de noms de soldats dans les brigades et divisions russes mais elles ne correspondaient plus à celle des combattants véritables, beaucoup moins nombreux. Dans certains endroits dans la zone qui a été attaquée par les Ukrainiens entre Kharkiv et Sloviansk au début du mois de septembre, on a même trouvé parfois des mannequins à la place des hommes.

Par défaut, les Russes ont donc utilisé leurs unités périphériques comme force d'attaque dans toute cette deuxième phase de la guerre. Parachutistes, fantassins de marine, brigades tchéchènes et Wagner ont ainsi été engagés et surengagés pendant trois mois. Eux aussi s'y sont brisés. Plusieurs régiments d'assaut par air n'existent plus, et plusieurs autres de ces unités n'ont plus aucune valeur opérationnelle, réduites à peu de choses et épuisées. Là encore le remplacement n'a pas suivi parce qu'il ne pouvait pas suivre faute d'hommes et de temps.

Les choses ne pourront pas s'améliorer pour les Russes tant que toutes les unités de combat ou presque seront en première ligne, mais comme les Russes manquent justement d'unités de combat, elles peuvent difficilement en être retirées. Le redéploiement de la 36e armée et de la 5e armée dans la région de Méliopol avait peut-être cette fonction de reconstitution en plus de celle de réserve du front de Kherson, mais il a considérablement affaibli le front nord et les Russes l'ont payé cher et sont obligés de renforcer à nouveau le nord. Ce n'est pas l'emploi tous azimuts des unités de supplétifs des DNR/LNR qui va permettre de résoudre ce problème, celles-ci ayant encore plus souffert que les unités russes et étant devenues encore plus fragiles. Seules les armées privées s'en sortent un peu mieux mais elles restent marginales en volume.

Faute de masse, l'armée russe s'est épuisée dans un choc opératif initial raté et qui s'est retourné contre elle, puis dans de longs combats de tranchées où elle a pu reprendre le dessus mais là encore au prix de pertes non remplacées complètement. Depuis le mois de juillet, l'état-major général peut encore voir de nombreuses unités sur la carte mais il ne peut plus en faire grand-chose à part tenir des positions pendant quelque temps. La possibilité d'une victoire russe passe désormais, à la manière de l'armée allemande en crise sur le front ouest fin 1916, par une « ligne Hindenburg » et un profond travail de reconstitution, d'intégration des bataillons qui arrivent quand même de Russie et d'innovation.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

Les armées ukrainiennes ont beaucoup souffert aussi mais elles disposaient de réserves, ce qui les a sauvées.

Les brigades de manœuvre se sont révélées des structures résilientes. Aucune n'a semble-t-il été détruite malgré les combats, y compris ceux très durs du Donbass en mai-juin, et elles ont la taille critique pour former une communauté militaire avec un esprit de corps et la possibilité de dissocier combat et apprentissage. Les brigades ukrainiennes sont d'autant plus résilientes et apprenantes qu'un effort encore incomplet mais réel a été fait avant-guerre avec l'aide occidentale pour constituer un vrai corps de sous-officiers. Les procédures de commandement s'y sont aussi un peu assouplies et plus encore lorsque des civils ont été intégrés au début de la mobilisation. Tout cela est essentiel. La guerre est une succession d'innombrables petits combats et entre des troupes « mécanisées » qui par ailleurs connaissent mal les procédures et des troupes plus motivées et plus agiles dans la prise de décision, la balance ceteris paribus tend plutôt à pencher en faveur des secondes. Bref, les unités de manœuvre ukrainiennes ont plutôt bien résisté.

Mais cela n'était pas suffisant, l'armée de manœuvre ukrainienne restant en volume et surtout en moyens inférieure à l'armée russe. Ce qui a sauvé la situation dans la guerre de positions, c'est la transformation des brigades territoriales. Conçues initialement pour effectuer de la défense de zone, les brigades territoriales et de garde nationale ont ensuite été engagées sur les parties de la ligne de front les plus calmes puis ont été transformées en unités de manœuvre. Cela est passé un temps par l'intégration de bataillons issus des brigades de manœuvre, au risque très réel d'affaiblir ces dernières, et par l'alourdissement progressif de leur équipement. Plusieurs de ces nouvelles brigades ont été engagées ensuite dans des combats plus durs, et sans doute parfois prématurément comme dans la défense de Lysychansk-Severodonetsk où elles y ont beaucoup souffert. Maintenant, ces brigades sont capables de manœuvre offensive simple, en complément des brigades de manœuvre ou parfois seules comme dans le nord de Kharkiv.

Cette densification des brigades territoriales a permis de disposer d'un nombre d'unités suffisant pour tenir le front et donc de pouvoir aussi en retirer pour se reconstituer à l'arrière, intégrer progressivement les nombreuses recrues appelées au début de la guerre et qui ont eu le temps d'apprendre les bases du métier de soldat. On y apprend aussi à se servir des équipements nouveaux fournis par les Occidentaux, avec peut-être l'aide de soldats fantômes.

Le nombre de combattants réels ukrainiens excède désormais et celui de ses âmes mortes et surtout celui des Russes. Il reste encore à intégrer et dépolitiser les bataillons autonomes dans des brigades régulières où ils seront plus utiles.

Le nombre d'unités en ligne permet surtout de constituer des masses de manœuvre à l'arrière pour attaquer rapidement les points du front. La logistique, surtout avec autant de matériels différents, est certainement un casse-tête pour les états-majors mais ceux-ci, non seulement on l'a vu sont techniquement meilleurs, mais ils peuvent plus facilement réaliser leurs plans avec des unités plus standardisées et donc on connaît la fiabilité. Si les Russes ont tout intérêt à former une « ligne Hindenburg » au plus vite, les Ukrainiens ont intérêt maintenant à la choquer sans cesse.

lavoiedelepee.blogspot.com



La France doit désormais armer l'Ukraine, plus et plus vite

Par Jean-Dominique Merchet - 21 septembre 2022 à 19h20

Face à un régime russe qui s'enfoncé, jour après jour, dans l'aveuglement, l'heure n'est plus à ménager le Kremlin

A l'ONU, Emmanuel Macron a trouvé, mardi soir, les mots justes pour parler de la guerre d'Ukraine. Dénonçant l'acte russe « d'agression, d'invasion et d'annexion », le président français a évoqué « un retour à l'âge des impérialismes », en pointant le « cynisme » du Kremlin. De même a-t-il raison de ne pas succomber au chantage nucléaire de Vladimir Poutine. C'est dit et bien dit. Et maintenant ? La France ne peut plus rester en arrière de la main dans son soutien militaire à l'Ukraine. En repoussant l'armée russe, l'Ukraine a montré le bon usage qu'elle savait faire du matériel que les Occidentaux lui fournissent. Cela change la donne politique. Le bénéfice ne doit pas en être laissé aux Américains, aux Britanniques et aux pays européens les plus engagés, Polonais, Baltes ou Nordiques.

La France doit fournir plus d'armes à Kiev. Les 18 canons Caesar sont un premier pas. Il en faut d'autres. Certains sont en préparation, concernant l'artillerie, les munitions, le carburant, la formation. Mais ce n'est pas assez, n'en déplaise aux militaires français qui s'accrochent à leur matériel, il est vrai souvent en trop petit nombre. Pourtant, plusieurs dizaines de chars Leclerc sont stockés sous des hangarets climatisés dans nos camps militaires. Ils seraient sans doute plus utiles 2 000 km plus à l'Est... Face à un régime russe intoxiqué par sa propre propagande et qui s'enfoncé, jour après jour, dans l'aveuglement, l'heure n'est plus à ménager le Kremlin. On peut, on doit même le regretter. Le temps du dialogue et des négociations avec Moscou reviendra un jour, espérons-le. Mais nous n'y sommes pas. Si la France veut conserver, non seulement son honneur, mais son influence dans l'Europe d'après cette guerre, elle doit armer l'Ukraine. Plus et plus vite.

La guerre en Ukraine renforce la cybercoopération internationale

Par Dustin Volz | The Wall Street Journal - 07 septembre 2022 à 17h45

L'aide apportée par les Etats-Unis à l'Ukraine dans le domaine de la cyberdéfense incite d'autres pays à collaborer pour déjouer les attaques cybernétiques



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8



Le Cyber Command, centre de commandement militaire de défense du cyberspace américain, a déployé des équipes dans des pays alliés, notamment en Ukraine l'année dernière, afin d'identifier les menaces possibles contre les réseaux informatiques critiques.

SIPA PRESS

LONDRES — Au fil des années qui ont précédé l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les pirates de Moscou ont pilonné le pays à coups d'attaques cybernétiques plus ou moins paralysantes, notamment en imposant un black-out à des centaines de milliers de personnes deux hivers de suite.

Mais depuis le début de la guerre en février, les cyberdéfenses mises en place avec l'aide de nations occidentales semblent avoir émoussé l'avantage de la Russie dans le domaine du piratage, tout en intensifiant la coopération internationale en termes de cybersécurité parmi les alliés de Kiev, selon des représentants actuels et passé des États-Unis et d'Europe. Malgré la violence des combats et la dévastation de villes ukrainiennes par les bombardements russes, l'Ukraine a largement évité les cyberattaques à grande échelle telles que celles que Moscou lui avait déjà infligées.

Agents des renseignements occidentaux et spécialistes de la sécurité affirment que toute une série de facteurs limitent l'impact des piratages informatiques russes depuis le début de la guerre. Beaucoup évoquent tout particulièrement les partages de renseignements par les États-Unis, leur formation des personnels de sécurité ukrainiens, leur participation au blindage des défenses des réseaux et à la consolidation de l'infrastructure critique du pays qui lui permettent de résister à ce type d'agressions. Autant de démarches qui ont contribué à éveiller l'intérêt pour une plus grande coopération internationale.

Jeudi 1er septembre, l'agence de cyberdéfense ukrainienne a annoncé la mise en œuvre d'un nouveau protocole de coopération avec la Roumanie en matière de cyberdéfense, visant à élargir le partage d'informations sur les incidents et les points faibles du secteur de la cybersécurité, entre autres domaines de collaboration. Cette annonce suit une autre du même type, le mois dernier, engageant l'Ukraine et la Pologne.

« La cyberguerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine a montré l'importance d'unir la communauté internationale afin de contrecarrer les agressions dans le cyberspace », a déclaré Yuriy Chtchygol, chef de l'agence ukrainienne pour la cybersécurité, à la suite de l'accord passé avec la Pologne. « L'union de nos efforts à ceux de nos partenaires est devenue un des piliers d'une résistance réussie aux cyberattaques ennemies. »



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Pour protéger leurs systèmes informatiques, organisations et gouvernements s'appuient sur des échanges rapides d'informations techniques au sujet des menaces de piratage et sur la communication d'autres renseignements, comme les priorités d'un adversaire étranger. Mais des inquiétudes au sujet de la sécurité, du secret ainsi que d'autres sources de friction limitent souvent le partage d'informations plus sensibles. Depuis le début de la guerre et même avant, les Etats-Unis et d'autres alliés donnent la priorité au soutien de l'Ukraine par le biais de formations dans le domaine des renseignements et de la cybersécurité et condamnent fermement les agressions russes lorsqu'ils en identifient.

Le Cyber Command, centre de commandement militaire de défense du cyberspace américain, a déployé des équipes dans des pays alliés, notamment en Ukraine l'année dernière, afin d'identifier les menaces possibles contre les réseaux informatiques critiques et pour enseigner à ces pays la manière de s'en prémunir. Le Cyber Command a affirmé le mois dernier avoir mené à bien 35 de ces opérations dans 18 pays, dont la Croatie, l'Estonie, le Monténégro et la Macédoine du Nord. La guerre a incité certains pays occidentaux à mettre de côté, au moins temporairement, certains de leurs désaccords au sujet des politiques technologiques pour affronter ensemble les problèmes de cybersécurité et en faire une de leurs principales priorités, explique Chris Painter, principal cyberdiplomate de l'administration Obama.

« Cela a galvanisé une nouvelle ère de cybercoopération entre les Etats-Unis et l'Europe », affirme M. Painter, qui cite en exemple les progrès réalisés par un groupe de travail des Nations unies dédié au développement des normes de cybersécurité internationales.

L'expérience russe a montré les limites des capacités des cyberattaques à inverser le cours d'une guerre, alors même qu'il est largement admis que la Russie possède les pirates parmi les plus compétents du monde

Viktor Zhora, vice-président de l'agence de cyberdéfense ukrainienne, et de nombreux autres représentants ukrainiens ont assisté à une conférence sur la sécurité à New York fin juillet, où ils ont imputé une partie des succès de leur pays contre la Russie à l'aide des Etats-Unis et d'autres alliés. M. Zhora et son entourage y ont été traités comme des invités d'honneur et ont rencontré de hauts fonctionnaires américains, notamment Chris Wray, le directeur du FBI.

Les démarches des Etats-Unis et des alliés européens lors des prémices du conflit et des premiers jours des hostilités « ont créé une immense force défensive pour l'Ukraine et (...) c'est une des raisons qui nous permettent de continuer à être résilients, même pendant la guerre », a déclaré M. Zhora lors de la conférence.

Anne Neuberger, principale conseillère du président Biden en matière de cybersécurité, s'est rendue dans plusieurs nations européennes début février pour les exhorter à amplifier leur coopération, et depuis le déclenchement de la guerre elle fait en sorte de faire connaître au plus vite les cybermenaces venues de Russie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

L'expérience russe a également montré les limites des capacités des cyberattaques à inverser le cours d'une guerre, alors même qu'il est largement admis que la Russie possède les pirates parmi les plus compétents du monde, à en croire les spécialistes.

Selon les responsables ukrainiens, la Russie a activé toutes ses cyber-capacités offensives contre l'Ukraine lorsque la guerre a commencé à s'éterniser et il est fort peu probable qu'elle déploie des armes cybernétiques totalement nouvelles ou inattendues. Ce type d'attaques sophistiquées fait l'objet d'une grande attention mais il peut demander un an, voire plus, de mise au point. « S'appuyer sur les armes cybernétiques pour soutenir une invasion totale demande une organisation particulièrement bien menée sur une durée très longue et une exécution sans faille », explique Ciaran Martin, ancien directeur du National Cyber Security Center britannique.

Les responsables de la sécurité occidentaux présents et passés alertent cependant contre les dangers de l'excès de confiance et soulignent que l'armée et les services de renseignements russes ne manquent pas de ressources et qu'ils font preuve de patience et de discipline dans leur usage de leurs cybercapacités. « N'oublions pas que la Russie n'a pas lancé contre l'Ukraine de cyberattaques à un niveau auquel beaucoup s'attendaient et qu'elle n'a pas du tout mis les cyberdéfenses de l'Occident à l'épreuve depuis le début du conflit », rappelle M. Martin. Avant la guerre, les pirates russes ont déconnecté les sites internet gouvernementaux ukrainiens et tenté d'installer des logiciels destructeurs « wiper » conçus pour neutraliser des systèmes informatiques par effacement. Depuis, les réseaux gouvernementaux et certaines entreprises cruciales en Ukraine sont confrontées à des attaques informatiques constantes, mais à petite échelle.

Une des plus notables s'est produite le 24 février, au premier jour de la guerre, quand une attaque contre le fournisseur d'internet par satellite KA-SAT, de l'entreprise Viasat, a rendu des milliers de modems inutilisables en Ukraine et entravé les communications au sein de l'armée ukrainienne. Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne mettent cette interruption, qui a duré plusieurs jours, sur le compte de la Russie. La Russie n'a pas revendiqué cette attaque et nie régulièrement les accusations selon lesquelles elle se livrerait à des cyberattaques destructrices contre d'autres pays.

Le conflit en Ukraine est l'un des résultats de l'«effondrement de l'Union soviétique», affirme Poutine

Par Le Figaro avec AFP - Publié hier à 17:12, Mis à jour hier à 17:57

Le conflit en Ukraine, qui fait rage depuis plus de six mois, serait le résultat de l'effondrement de l'URSS, selon le président russe.

Le président russe Vladimir Poutine a estimé jeudi que les conflits en ex-URSS, notamment celui en cours entre la Russie et l'Ukraine, étaient «*bien sûr*» le résultat de l'«*effondrement de l'Union soviétique*» et a accusé l'Occident de semer la discorde.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

« Nous savons que l'Occident élabore des scénarios pour attiser de nouveaux conflits dans l'espace de la CEI. Mais nous en avons déjà assez (de conflits) », a-t-il déclaré, lors d'une réunion avec des responsables des services de sécurité de pays membres de la Communauté des États indépendants, qui rassemble d'anciennes républiques soviétiques.

« Il suffit de regarder ce qui se passe en ce moment entre la Russie et l'Ukraine, ce qui se passe aux frontières de certains pays de la CEI. Tout cela, bien sûr, ce sont des résultats de l'effondrement de l'Union soviétique », a-t-il poursuivi. Le président russe a également affirmé qu'un « ordre mondial plus juste » était en train de se former via « un processus difficile ».

« Une hégémonie unipolaire s'écroule inexorablement, c'est une réalité objective que l'Occident refuse catégoriquement d'accepter. Et nous voyons tout ce qui en découle », a-t-il affirmé. « En s'accrochant au passé et en essayant de mener une politique de diktat dans tous les domaines - des relations internationales à l'économie, en passant par la culture et le sport - ce fameux Occident collectif crée de nouveaux problèmes et de nouvelles crises », a encore lancé M. Poutine.

Le 16 septembre, lors d'un sommet régional asiatique, Vladimir Poutine s'était déjà posé en contrepoids de l'ordre occidental, en se félicitant du « rôle croissant des nouveaux centres de pouvoir ». Par le passé, Vladimir Poutine a qualifié l'effondrement de l'URSS de « plus grande catastrophe géopolitique » du XXe siècle.

Le monde paiera « le prix de la guerre » en 2023, prévient l'OCDE

L'institution a souligné que « la croissance mondiale devrait continuer à s'affaiblir en 2023 » en raison notamment de la guerre qui sévit en Ukraine.



Source AFP

L'OCDE a nettement dégradé sa prévision de croissance mondiale l'an prochain en raison notamment du conflit entre l'Ukraine et la Russie (image d'illustration). © Adrien Vautier / Le Pictorium / MAXPPP / Le Pictorium/Maxppp
Publié le 26/09/2022 à 11h29

La guerre en Ukraine va continuer à coûter cher aux États du monde. L'OCDE a nettement dégradé sa prévision de croissance mondiale l'an prochain devant les effets plus durables qu'anticipé du conflit entre l'Ukraine et la Russie, l'Europe payant la plus grande facture. « Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries », a écrit l'Organisation de coopération et de développements économiques dans un rapport publié lundi 26 septembre et intitulé « Payer le prix de la guerre ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

L'absence d'accalmie sur le terrain au huitième mois de l'invasion russe en Ukraine, symbolisée par la récente mobilisation de réservistes par Moscou, incite l'organisation internationale au pessimisme quant au futur proche de l'économie.

Après une année 2022 éprouvante pour les ménages et les entreprises surtout en raison de la flambée inflationniste qui en a résulté, « la croissance mondiale devrait continuer à s'affaiblir en 2023 », souligne l'institution basée à Paris. Celle-ci table sur une progression du PIB mondial de 2,2 %, contre 2,8 % anticipés lors de précédentes prévisions en juin, bien qu'elle ait maintenu sa prévision pour cette année à 3 % après l'avoir nettement réduite ces derniers mois.

« Les pressions inflationnistes sont de plus en plus généralisées, la hausse des prix de l'énergie, des transports et d'autres coûts se répercutant sur les prix », souligne l'OCDE, qui a revu à la baisse ses prévisions 2023 sur la quasi-totalité des pays membres du G20, à l'exception de la Turquie, de l'Indonésie et du Royaume-Uni dont l'économie connaîtra une stagnation.

2 800 milliards de dollars de pertes

Pour montrer l'ampleur du choc de la guerre sur l'économie mondiale, l'OCDE a évalué à 2 800 milliards de dollars les pertes financières à anticiper l'an prochain par rapport aux prévisions antérieures à l'arrivée des chars en Ukraine. Ce sont logiquement les pays voisins de Kiev et de Moscou qui subiront les coûts les plus importants, d'après l'OCDE : la croissance en zone euro subit la révision la plus importante de toutes les régions du monde avec une croissance attendue à 0,3 %, contre une anticipation de 1,6 % en juin. La raison principale est la flambée des prix de l'énergie, l'inflation étant anticipée cette année à 8,1 % et à 6,2 % l'an prochain.

Agitée depuis des mois comme un risque majeur par les principaux prévisionnistes mondiaux, la récession est le scénario anticipé par l'OCDE pour l'Allemagne : la première économie européenne verrait, selon l'OCDE, son PIB reculer de 0,7 % l'an prochain, un plongeon de 2,4 points en comparaison avec la précédente prévision.

Ses principaux voisins y échappent : une croissance de 0,4 % est attendue en Italie, de 1,5 % en Espagne, et de 0,6 % en France, là où gouvernement table encore sur 1 %. De son côté, le Fonds monétaire international prévoyait dans ses dernières prévisions remontant à juillet 0,8 % de croissance en Allemagne, 1 % en France et 1,2 % en zone euro, mais il pourrait revoir ses anticipations à la baisse en octobre. Parmi les autres grandes régions, la croissance américaine est attendue par l'OCDE à 0,5 %, contre 1,2 % anticipé en juin, et la croissance chinoise à 4,7 %, contre 4,9 %.

Un scénario inquiétant

« Une incertitude importante entoure ces projections économiques », concède l'OCDE, notamment devant le risque de pénuries d'énergie pendant l'hiver. La hausse vertigineuse des prix menace déjà l'activité d'un nombre croissant d'entreprises, dont certaines sont contraintes de réduire leur activité.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Selon l'organisation, des pénuries plus importantes que prévu en gaz risqueraient par un effet en cascade de réduire le PIB de la zone euro de 1,25 point supplémentaire l'an prochain, ce qui pousserait alors de nombreux États en récession. Ce scénario est d'autant plus inquiétant que les banques centrales des pays développés et émergents sont fermement engagées à remonter leurs taux d'intérêt pour contenir l'inflation, avec le risque de saper là aussi la croissance.

Les hausses de taux sont « un facteur clé » dans le ralentissement en cours, relève l'OCDE, qui appelle toutefois les banquiers centraux à continuer, pour éviter de les remonter plus fortement si l'inflation poursuit son envol. Les mesures budgétaires ciblées et temporaires aux ménages et aux entreprises font partie de la solution face à l'urgence, souligne l'institution, affirmant que, jusqu'à présent, les mesures prises contre la hausse des prix de l'énergie ont été « mal ciblées » car profitant souvent à trop de ménages et d'entreprises.

Appréhender l'hacktivisme pro-ukrainien face à l'invasion russe

Alors que les bombardements incessants dans le Donbass nous rappellent que la guerre se déploie d'abord dans le champ cinétique avec une cruelle violence, la dimension cyber du conflit ne doit pas pour autant en être oubliée. Si la « cyberguerre » annoncée n'a logiquement pas eu lieu, un phénomène d'ampleur mérite néanmoins d'être appréhendé en propre. Le conflit a ainsi vu la mobilisation de nombreux groupes d'hacktivistes ayant fait le choix de mettre leurs compétences informatiques au service d'un camp ou de l'autre. Contraction des termes hacker et activisme, l'hacktivisme désigne communément des pratiques militantes propres au cyberspace ayant recours à des outils numériques d'intrusion et de piratage à des fins d'expression politique. Présents des deux côtés, les hacktivistes diffèrent cependant dans leur structuration (plus ou moins poussée), leur affiliation (plus ou moins proche de services étatiques) et leurs objectifs (plus ou moins politiques). Si l'activité des groupes pro-russes est relativement bien documentée en raison d'une plus longue présence dans le cyberspace et de capacités de nuisance ayant fait leurs preuves, celle des groupes pro-ukrainiens, en dehors de quelques travaux exploratoires mais essentiels, l'est moins. Cela tient probablement au fait que l'engagement des hacktivistes pro-ukrainiens répond à l'invasion, et est de ce fait aussi massif qu'inédit. A l'origine de nombreuses attaques cyber contre les systèmes d'information russes, ceux-ci constituent aujourd'hui des acteurs directs de l'affrontement en cours, en partie négligés, ce pour quoi ils feront l'objet d'une attention privilégiée ici. Car leur structuration et l'étendue de leurs actions soulèvent de nombreuses questions, à la fois en termes d'efficacité, de risques induits et de légalité, dont les États tardent pourtant à se saisir. Dans la mesure où l'hacktivisme en temps de guerre pourrait perdurer au-delà du contexte ukrainien, il apparaît nécessaire d'en mieux saisir les contours dès à présent.

Un élan de mobilisation majeur

Après avoir reculé pendant une dizaine d'années sous l'effet de la répression accrue et de la démobilisation avec émotionnelle en l'absence de conflit majeur impliquant l'Occident, il semble que l'hacktivisme en temps de conflit effectue son retour avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Après avoir connu son apogée en 2011 (le collectif Anonymous ayant notamment été très actif lors des « printemps arabes »), il a ensuite chuté fortement depuis 2015, alors que l'attention publique mondiale se détournait progressivement de la Syrie, de l'Irak, et des agissements de l'État islamique. Cette forme particulière de mobilisation collective étant étroitement liée aux enjeux géopolitiques et de droit international, on peut supposer que c'est le double caractère illégal et illégitime de l'agression russe qui a provoqué la réactivation de ce mode d'action, de manière à la fois spontanée et suscitée.

L'activité d'une centaine de groupes de part et d'autre serait ainsi attestée depuis le début de l'offensive russe, ce qui témoigne du prolongement direct du conflit dans le cyberspace. Leur mobilisation est plus ou moins spontanée, étant aussi bien le fait d'individus souhaitant apporter leur contribution, de groupes autonomes plus organisés et rompus à ces pratiques, que d'entités coordonnées par des autorités étatiques.

« Côté russe », il est probable que la majorité des acteurs soit en réalité issue de groupes cybercriminels (Killnet, Conti, RaHDIt/Nemesis, XakNet, Armageddon, Ghostwriter, Turla...) et/ou étatiques (Sandworm, Fancy Bear, Cozy Bear) déjà actifs, mais ciblant avec davantage d'ardeur les intérêts ukrainiens et ceux de leurs soutiens. Ils se livrent aussi bien à des cyberattaques qu'à des opérations informationnelles, voire à une combinaison des deux. Leurs principaux objectifs sont de répandre les multiples récits russes à l'international, de collecter des renseignements et de lancer des représailles contre les États jugés hostiles (la Roumanie, l'Italie, la Lituanie ou la Norvège ont ainsi pu en faire les frais). Si le Kremlin – par le biais de ses services de renseignement notamment – a pour habitude d'externaliser une partie de son action cyber à ces groupes de « hackers patriotiques », certains semblent s'être aussi mobilisés de leur propre chef.

« Côté ukrainien » en revanche, il existe une myriade d'acteurs difficile à démêler, du fait de leur multiplicité et du caractère généralement récent de leur engagement. A des fins d'appréhension globale du paysage, on s'en tiendra ici à distinguer deux catégories principales mais pas nécessairement étanches : les groupes autonomes pro-Ukraine et/ou anti-Poutine ; les structures créées sous l'impulsion des autorités ukrainiennes et a priori mises au service de leurs intérêts directs. Ainsi de l'Internet Army of Ukraine, chargée de la lutte informationnelle et de la contre-propagande, et de l'IT Army, mise sur pied pour perturber le fonctionnement des systèmes d'information russes par des cyberattaques. Ces dernières consistent principalement en des dénis de service (ou DDoS, provoquant la mise hors service d'un réseau par saturation de requêtes), des défacements (modifications indésirables d'une page web), mais également des hack & leaks (piratages entraînant des fuites de données massives). L'IT Army se targue de rassembler 300 000 membres volontaires, un chiffre qui a été largement partagé, mais elle en compte très probablement bien moins en réalité, sans qu'il soit possible d'en déterminer le nombre exact : si l'on s'en tient à la popularité de sa chaîne Telegram, l'élan de mobilisation suscité concerne potentiellement plusieurs milliers voire dizaines de milliers de personnes.

En dehors de cette IT Army, d'autres groupes agissent de manière autonome et a priori sans concertation directe avec elle. Anonymous, revenu sur le devant de la scène à cette occasion, est le



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

plus connu d'entre eux, mais des acteurs aussi divers que les Cyber-Partisans biélorusses, NB65, GhostSec, Kelvin Security, DoomSec ou AgainstTheWest sont également impliqués. Si la nature décentralisée de ces structures – et tout particulièrement de la nébuleuse Anonymous, au sein de laquelle gravitent divers groupes réunis sous sa bannière, mais avec chacun leurs modes opératoires et objectifs – rend l'attribution et l'analyse de leurs actions complexe et parfois invérifiable, il n'en demeure pas moins qu'ils semblent avoir fait preuve d'un activisme réel et intense contre les intérêts russes (entreprises, institutions et agences gouvernementales). Ces hacktivistes se lancent parfois dans des « confrontations » plus ou moins assumées avec des groupes pro-russes, à l'image de la branche italienne d'Anonymous, qui s'est déclarée « en guerre » contre Killnet.

Malgré l'ampleur des opérations, une efficacité limitée Les opérations menées par les hacktivistes pro-ukrainiens sont donc diverses et aboutissent aussi bien à des interruptions de service, des fuites de données ciblées qu'à des publications par blocs de plusieurs téraoctets. Toute la question est de déterminer la réalité des revendications comme de l'impact produit. Si l'accumulation des attaques peut mettre sous pression les autorités russes, les contraignant notamment à reconnaître la situation délicate dans laquelle se trouvait le pays, elle les conforte aussi dans leur « syndrome de la forteresse assiégée ». Les perturbations de service, comme celle des chaînes de télévision russes ou des sites gouvernementaux, voire les interruptions, comme celle de Rutube (l'équivalent russe de Youtube), sont restées momentanées et ne semblent pas avoir dépassé le stade de la nuisance certes symbolique, mais ponctuelle. Quand certaines fuites de données ont notamment permis de lever le voile sur l'identité de soldats et d'agents des services de sécurité russes, pouvant faciliter leur ciblage ultérieur, d'autres ont plutôt encouragé des usages « récréatifs », lorsqu'il s'agissait notamment d'harcéler des agents russes dont les numéros de téléphone avaient fuité. Le tout avec une efficacité probablement limitée, mais aussi le risque de compliquer certaines enquêtes journalistiques (car les appels peuvent inciter à l'abandon ou la modification des numéros piégés), voire l'action de services de renseignement. Pour ce qui est des entreprises russes touchées, la continuité de leurs activités ne semble pas avoir été menacée jusqu'ici, en dépit des nombreuses attaques auxquelles elles font face.

Qui plus est, la publication massive de données tous azimuts, sans hiérarchisation ni filtrage, les rend de fait difficilement exploitables au regard de l'immensité de la tâche pour les enquêteurs – qu'ils soient analystes, journalistes ou simples citoyens engagés. Ce genre de manœuvre privilégiant la quantité sur la qualité révèle aussi que les hackers n'ont pas toujours été en capacité de cibler efficacement les informations de valeur au sein des réseaux qu'ils pénétraient. Les attaques menées par les hacktivistes n'ont donc – jusqu'à preuve du contraire – pas produit d'effet stratégique, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il faille les minimiser.

Leur impact concret est peut-être à chercher ailleurs. Comme le suggère Mykhaïlo Fedorov, le vice-premier ministre ukrainien en charge de la transformation numérique, la saturation des systèmes d'information russes par les attaques pro-ukrainiennes pourrait avoir eu pour effet de fixer une partie des capacités russes, astreintes à la défense de ces réseaux plutôt qu'à la préparation d'actions cyberoffensives.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

Un engagement qui laisse de nombreuses questions en suspens. Force est de reconnaître que l'hacktivisme dans le contexte actuel produit des effets indésirables. Tout d'abord, la mise à disposition – notamment sur les canaux de diffusion de l'IT Army – d'outils offensifs « clés en main » (notamment pour lancer des attaques DDoS) signifie qu'un certain nombre de néophytes peut prendre part à ces actions, mais aussi que ces outils pourront logiquement être réemployés à d'autres fins et de manière incontrôlée. Or, quand bien même leurs intentions sont louables, les hacktivistes engendrent parfois des dommages collatéraux. Ensuite, la multiplication des opérations induit une plus forte circulation d'extraits de code informatique pouvant être ultérieurement réemployés par des acteurs malveillants et a fortiori compliquer l'attribution de futures attaques. Le réemploi de code est parfois favorisé par certains groupes eux-mêmes, à l'image de NB65 qui s'en est pris à des actifs russes en réutilisant le code et les pratiques (hameçonnage, cryptage des données et demande de rançon) du groupe cybercriminel Conti. Enfin, les actions répétées contribuent – à tort – à nourrir les discours sur une prétendue « cyberguerre » ambiante, terme galvaudé à la pertinence en réalité limitée, mais qui concourt au renforcement des tensions.

Par ailleurs, en prenant part à ces opérations, les hacktivistes s'exposent à plusieurs risques sur le plan individuel. Tout d'abord, celui d'être victimes de manipulation : au milieu d'eux se trouvent des groupes criminels qui tentent de profiter de la situation pour revendre des jeux de données, mais aussi pour s'attaquer aux proies faciles que sont les individus peu expérimentés, mais désireux de s'impliquer. Ensuite, celui d'être victimes de représailles ciblées : si pour le moment chaque adversaire est occupé ailleurs, on ne peut écarter à terme la possibilité que la sécurité des données – voire la sécurité personnelle – de certains individus impliqués puisse être en jeu. Le risque est également d'ordre juridique, point qui soulève des interrogations aux réponses incomplètes : faut-il considérer les hacktivistes en temps de guerre comme des « cybercombattants » à part entière ? Le cas échéant, cela supposerait de les reconnaître et les accompagner comme tels, mais aussi de s'assurer qu'ils agissent dans le respect du droit international humanitaire et du droit des conflits armés (respect des principes d'humanité, discrimination et proportionnalité), lesquels imposent des critères de redevabilité et de responsabilité. L'injonction de due diligence pèserait dès lors sur les États, ce qui rend cette hypothèse peu probable, car trop contraignante et aventureuse. Faut-il au contraire rappeler que les actions des hacktivistes relèvent de l'illégalité et donc de la cybercriminalité ? Les individus s'exposent de fait à des sanctions pénales, non seulement de la part de Moscou, mais théoriquement aussi des États dont ils sont ressortissants. Doit-on considérer qu'ils relèvent d'un autre statut ou leur accorder des exemptions en raison des circonstances exceptionnelles dans lesquelles ils opèrent ? Ce serait reconnaître l'existence d'un « deux poids, deux mesures » qui nous compliquerait probablement la tâche ailleurs. Si l'option du benign neglect (« négligence bienveillante ») peut sembler viable jusqu'ici, rien ne dit qu'elle le demeurera indéfiniment.

La question divise les experts, et hormis la prise de position publique d'un responsable américain, les États occidentaux sont restés jusqu'ici relativement silencieux sur ces pratiques – silence qui pour Moscou vaut assentiment. Il est pourtant dans l'intérêt des États de s'en saisir davantage et de clarifier leur position, d'une part afin d'éviter de nourrir le récit russe, et d'autre part dans l'optique de ménager l'avenir, car rien ne garantit qu'ils resteront épargnés demain par ce même phénomène.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

Ceci suppose de sensibiliser plus directement les potentiels hacktivistes aux divers risques (juridique, économique, voire sécuritaire) auxquels ils s'exposent. Il faut également pouvoir questionner la disruption des normes ainsi engendrée, alors que les Etats européens, dont la France au premier chef, œuvrent pour préserver la stabilité du cyberspace. L'IT Army constitue de ce point de vue un cas d'école à la fois novateur et problématique, dans la mesure où sa coordination est assurée – au moins pour partie – par un État, et où elle entretient par exemple des relations ambiguës avec un groupe cybercriminel comme IPstress (spécialisé dans les attaques DDoS). Si elle semble jusqu'ici choisir ses objectifs avec un minimum de soin et éviter de causer des dommages irréparables, elle n'en cible pas moins des infrastructures, y compris civiles. Or rien ne garantit que la structure n'échappe à l'avenir au contrôle du gouvernement ukrainien ; la question de sa pérennité ou de sa dissolution à l'issue du conflit se poserait alors avec d'autant plus d'acuité. Autant d'éléments qui devraient nous interpeller collectivement davantage.

Tout ceci soulève de fait la question de la responsabilité étatique vis-à-vis de la promotion du hacktivism, quand bien même à des fins potentiellement « légitimes » (en l'espèce, la légitime défense). Qui plus est, la limite parfois fine entre engagement personnel et fonction professionnelle peut aussi mettre les États en difficulté, dans le cas où des agents publics mèneraient ou participeraient à des actions sur leur temps libre. La France ne doit pas s'estimer à l'abri de ce genre de débat, alors qu'un doute plane sur la nationalité de membres du groupe AgainstTheWest – lequel s'affirme proche de services de renseignement occidentaux. Les acteurs privés ne peuvent eux non plus ignorer le sujet, dans la mesure où les hacktivistes utilisent leurs infrastructures et leurs services tout en œuvrant au contournement actif des mesures de sécurité que ces mêmes entreprises mettent en place. L'enjeu est in fine géopolitique, car le brouillage des lignes et des responsabilités nourrit plus ou moins directement le narratif russe de « collusion » et « d'irresponsabilité » occidentale, au risque de légitimer des représailles ultérieures, y compris contre des infrastructures publiques comme privées. Tant que la maîtrise de l'escalade et la promotion des normes de comportement responsable dans le cyberspace demeurent des objectifs communément partagés, de telles opérations ajouteront à l'incertitude, et seront par conséquent susceptibles de compliquer le travail diplomatique.

Quel avenir pour l'hacktivism en temps de conflit ?

Il est probable que, comme par le passé, l'hacktivism s'essouffle à mesure que le conflit en Ukraine se prolonge, que la fatigue gagne l'opinion publique mondiale, que les dissensions internes aux groupes grandissent, et que le manque de résultats tangibles cesse de rendre cet engagement attractif. Pour autant, il n'est pas impossible que le phénomène ait encore de beaux jours devant lui. La « mercenarisation » du hacktivism, d'ores et déjà amorcée en Ukraine, est ainsi un horizon possible. Revalorisé en tant que forme d'action directe, « horizontale » et visible, il pourrait être amené à jouer un rôle plus récurrent dans le cadre de futurs conflits. En un sens, c'est déjà le cas lorsque les différends demeurent sous le seuil de la conflictualité ouverte : Israël et l'Iran se livrent ainsi régulièrement à des escarmouches cyber par groupes d'hacktivistes interposés, le recours à ces derniers permettant un engagement à moindres coûts et risques pour chaque État. Enfin, la forme du hacktivism pourrait également évoluer depuis les attaques DDoS vers davantage de



rançongiciels « à caractère politique » (logiciels d'extorsion prenant en otage les données de la cible après les avoir chiffrées), ou de « proteswares » (logiciels open source détournés par leurs développeurs lors de mises à jour). Cette dernière tendance d'autant plus préoccupante qu'elle risque de nuire à l'ensemble de l'écosystème open source sur lequel reposent les fondements de notre vie numérique. Tout comme la guerre, l'hacktivisme dans le contexte ukrainien pourrait donc durer, du moins dans les mois à venir. Seul le temps permettra de mesurer son impact, resté jusqu'ici limité dans les faits, mais porteur d'une forte charge symbolique. Si l'ampleur de la mobilisation actuelle devait « valider de fait » la légitimité comme la persistance de ce phénomène, alors l'IT Army pourrait bien incarner les prémices d'une « institutionnalisation par défaut » de l'implication de ce type d'acteurs dans de futurs conflits. Autant de raisons pour ne pas balayer d'un simple revers de main ce retour au premier plan du hacktivisme.

lerubicon.org

Les drones kamikazes iraniens employés par la Russie, un nouveau danger pour les troupes ukrainiennes

Par Yaroslav Trofimov et Dion Nissenbaum | The Wall Street Journal - 20 septembre 2022 à 12h45

Selon des responsables militaires ukrainiens, les drones Shahed-136 fournis à Moscou ont commis plusieurs frappes dévastatrices dans la région de Kharkiv la semaine dernière



Un débris de drone muni d'une aile delta Shahed-136.
/AP/SIPA//AP/SIPA

La Russie vient d'infliger de sérieux dommages aux forces ukrainiennes avec des drones iraniens récemment arrivés sur le champ de bataille. C'est la première fois que Moscou déploie à grande échelle un système d'armement étranger depuis le début du conflit, selon des responsables militaires ukrainiens.

La semaine dernière, des drones munis d'une aile delta Shahed-136, repeints aux couleurs de la Russie et rebaptisés Geranium 2, sont apparus au-dessus des positions des blindés et d'artillerie ukrainiens dans le nord-est de la région de Kharkiv, raconte le colonel Rodion Kulagin, commandant de l'artillerie de la 92^e brigade mécanisée d'Ukraine.

Rien que dans la zone opérationnelle de sa brigade, les drones iraniens — qui volent généralement par paires avant de fondre sur leurs cibles — ont détruit deux obusiers automoteurs de 152 mm, deux autres de 122 mm, ainsi que deux véhicules d'infanterie blindés BTR, précise-t-il.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

Avant l'utilisation à grande échelle des Shahed, la Russie avait effectué un premier test le mois dernier en frappant avec un drone de ce type un obusier tracté M777 de 155 mm fourni par les Etats-Unis, poursuit le colonel Kulagin. Un autre appareil iranien a rencontré un dysfonctionnement et a pu être récupéré, ajoute-t-il.

Jusqu'à présent, les drones iraniens semblent avoir été principalement déployés dans la région de Kharkiv, où la 92^e brigade a participé avec d'autres forces ukrainiennes à une offensive majeure ce mois-ci. Elles ont repris environ 8 500 kilomètres carrés occupés par la Russie, saisissant ou détruisant des centaines de chars, de pièces d'artillerie et de véhicules blindés russes.

« Dans d'autres régions, les Russes disposent d'une puissance de feu d'artillerie impressionnante, et ils s'en sortent. Ici, ils ne bénéficient plus cet avantage en artillerie, et ont donc commencé à recourir à ces drones », décrypte le colonel Kulagin.

Les experts indépendants qui ont récemment examiné les photographies de l'épave d'un drone employé dans la région de Kharkiv affirment qu'il s'agit bien d'un Shahed-136, la dernière évolution du modèle à aile triangulaire de Téhéran.

Scott Crino, fondateur et directeur de Red Six Solutions, une société de conseil stratégique, explique que le Shahed-136 pourrait constituer pour la Russie un « contrepoids puissant » aux systèmes d'armes de haute technologie, comme les lance-missiles Himars, que les Etats-Unis ont livrés à l'Ukraine.

L'utilisation de Shahed-136 met en évidence les lacunes du programme russe dans ce domaine, où Moscou s'est montré incapable d'égaliser la puissance de feu des engins déployés par l'Ukraine

« La présence de Shahed-136 dans la guerre en Ukraine modifie incontestablement les plans opérationnels de Kiev, déclare-t-il. Par sa seule dimension, le champ de bataille ukrainien rend difficile la défense contre le Shahed-136. »

M. Crino précise que les Shahed-136 peuvent être très efficaces quand un premier cible un système radar avant qu'un second ne frappe des pièces d'artillerie. L'Iran dispose également de systèmes anti-brouillage qui peuvent compliquer la tâche des forces ukrainiennes, ajoute-t-il. « Une fois un Shahed verrouillé sur sa cible, il devient difficile de l'arrêter », résume-t-il.

L'utilisation par la Russie de drones Shahed-136 en Ukraine représente l'emploi le plus audacieux de l'arsenal de Téhéran au-delà du Moyen-Orient, où l'Iran a utilisé avec succès ses drones pour mettre la pression sur l'Amérique et ses alliés dans la région. Elle met également en évidence les lacunes du programme russe dans ce domaine, où Moscou s'est montré incapable d'égaliser la puissance de feu des engins déployés par l'Ukraine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Ces dernières années, Israël et l'Occident ont accusé l'Iran et ses proxies d'utiliser des drones armés pour attaquer des installations pétrolières en Arabie saoudite, la capitale des Emirats arabes unis, des soldats américains en Syrie, ou encore des pétroliers dans le golfe d'Oman.

Le ministère britannique de la Défense, dans sa communication sur le renseignement du 14 septembre, a lui aussi déclaré qu'il était très probable que la Russie ait déployé pour la première fois des drones iraniens en Ukraine. Notant que le Shahed-136 a une portée annoncée de 2 500 kilomètres, il a ajouté que, jusqu'à présent, il semblait que Moscou employait ces drones pour des frappes tactiques près des lignes de front et ne cherchait pas à détruire des cibles plus stratégiques situées en profondeur dans le territoire ukrainien.

Les appareils iraniens sont relativement petits et volent à très basse altitude, ce qui rend difficile leur détection par les systèmes de défense aérienne ukrainiens, reprend le colonel Kulagin. Il espère que les Etats-Unis et leurs alliés fourniront à l'Ukraine des technologies anti-drones plus évoluées ou qu'ils interviendront pour interrompre les livraisons de drones iraniens à la Russie.

En juillet, le conseiller américain à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, a prévenu que des responsables russes de la défense s'étaient rendus en Iran et étaient sur le point d'acheter jusqu'à plusieurs centaines de drones iraniens, dont des appareils munis d'armement, selon un calendrier accéléré. A l'époque, le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, avait démenti ces informations lors d'un entretien téléphonique avec son homologue ukrainien. Il avait alors déclaré que Téhéran était opposé à la guerre en Ukraine, selon un communiqué.

La Russie n'a pas commenté publiquement ses achats de drones iraniens. Le ministère iranien des Affaires étrangères n'a pas répondu à une récente sollicitation du *Wall Street Journal*. Le Kremlin et le ministère russe de la Défense n'ont pas réagi immédiatement à nos demandes de réaction.

L'Iran s'est imposé comme l'un des développeurs de drones de combat les plus habiles au monde, en partie grâce à la rétro-ingénierie pratiquée sur des drones américains récupérés au cours des deux dernières décennies en Irak et en Afghanistan

Le 8 septembre, le département américain du Trésor a déclaré avoir sanctionné la société iranienne Safiran Airport Services pour avoir coordonné les vols militaires russes ayant transporté des drones iraniens et des équipements connexes vers la Russie. Il a fait de même avec les sociétés iraniennes de fabrication de drones Paravar Pars, DAMA et Baharestan Kish.

Des drones de différents types jouent un rôle important dans le conflit ukrainien, notamment parce qu'aucune des deux parties ne dispose de la supériorité aérienne — elles hésitent donc à utiliser des avions avec pilote au-dessus des positions ennemies. Des centaines de drones de reconnaissance, militaires et vendus dans le commerce, survolent quotidiennement les lignes de front, repérant les cibles et guidant les tirs d'artillerie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

L'Ukraine, contrairement à la Russie, dispose également d'une flotte de drones armés de missiles. Ces Bayraktar TB2 de fabrication turque ont détruit plusieurs colonnes blindées russes au début de la guerre et sont à nouveau utilisés de manière plus fréquente, maintenant que Kiev a pu affaiblir les défenses aériennes russes dans de nombreuses régions, en particulier grâce aux missiles antiradar AGM-88 HARM fournis par les Etats-Unis.

La Russie et l'Ukraine utilisent également ce que l'on appelle des drones kamikazes, ou munitions rôdeuses. Le groupe russe Kalashnikov a mis au point un engin maison connu sous le nom de Kub-Bla, tandis que l'Ukraine utilise des Warmate polonais et des Switchblade fournis par les Etats-Unis, ainsi que des appareils de fabrication locale. Ces armes ont une portée et une durée de vol beaucoup plus limitées que les Shahed mis au point par l'Iran, et leur charge utile est nettement plus faible.

L'Iran s'est imposé comme l'un des développeurs de drones de combat les plus habiles au monde, en partie grâce à la rétro-ingénierie pratiquée sur des drones américains récupérés au cours des deux dernières décennies en Irak et en Afghanistan.

« Au Yémen, en Syrie et à Gaza, ça fait tape-à-l'œil, mais ils sont de plus en plus faciles à bloquer »

Depuis que l'Iran a dévoilé ses drones kamikazes en 2016, des variantes de ceux-ci ont été utilisées pour mener des attaques un peu partout au Moyen-Orient. L'année dernière, le gouvernement britannique a accusé Téhéran d'avoir eu recours à des drones Shahed-136 pour frapper un pétrolier lié à Israël au large des côtes d'Oman, provoquant la mort de deux membres d'équipage. Une enquête militaire américaine a permis de récupérer des débris de l'engin sur le *MT Mercer Street* et a conclu qu'il s'agissait de pièces provenant d'un drone à aile delta de fabrication iranienne.

Washington a également accusé Téhéran d'utiliser des appareils de ce type dans le cadre d'une attaque orchestrée en 2019 contre l'industrie pétrolière saoudienne.

Les Etats-Unis et Israël reprochent aussi à l'Iran de fournir à des combattants dans de nombreux endroits, comme le Yémen et le Liban, la formation et les pièces dont ils ont besoin pour développer leurs propres drones.

Les forces houthies soutenues par l'Iran au Yémen ont utilisé à plusieurs reprises des drones à aile delta pour mener des attaques contre l'Arabie saoudite voisine. En février, selon des responsables israéliens, des chasseurs américains ont abattu deux drones iraniens de ce type au-dessus du nord de l'Irak. Les responsables israéliens ont indiqué qu'ils se dirigeaient vers Israël.

Si l'administration Biden prévient depuis des mois que Téhéran s'apprête à fournir à la Russie des centaines de drones pour qu'elle les utilise en Ukraine, les Etats-Unis s'attendaient au départ à ce que l'Iran livre des engins capables de transporter des missiles, mais pas des Shaheds kamikazes.



Michael Knights, spécialiste militaire au Washington Institute for Near East Policy, un groupe de réflexion, estime que les forces ukrainiennes seront en mesure de contrer rapidement la menace que représentent les drones kamikazes iraniens. « Au Yémen, en Syrie et à Gaza, ça fait tape-à-l'œil, mais ils sont de plus en plus faciles à bloquer », assure-t-il.

L'Ukraine, ajoute-t-il, est « un environnement hostile pour tout ce qui vole, les moyens de guerre électronique y sont puissants. L'Iran n'a jamais vraiment rencontré cela auparavant ». Ces drones, conclut M. Knights, « ont tendance à avoir un certain impact au début, puis leur effet de surprise s'estompe. »

Les raisons de la débâcle russe dans le nord de l'Ukraine

Le succès de la contre-offensive ukrainienne dans la région de Kharkiv a mis en lumière certaines défaillances structurelles de l'armée de Vladimir Poutine.

Les étoiles étaient toutes alignées pour couronner la contre-offensive ukrainienne. Cette dernière a engrangé des succès spectaculaires : plus de 6 000 km² repris aux occupants russes et des quantités d'armes saisies, le tout en mois d'une semaine. Après avoir célébré la veille les batailles victorieuses sur le champ de bataille, de hauts gradés ainsi que l'adjoint du gouverneur régional se sont réunis pour le petit-déjeuner chez l'un d'entre eux. L'heure est aux fanfaronnades, aux railleries sur le président Vladimir Poutine et aussi à l'analyse militaire. La petite assemblée convient que la contre-offensive a été d'autant plus victorieuse qu'elle a profité des faiblesses de l'armée russe. Les impérities au sein d'une armée crainte dans le monde entier éclatent désormais au grand jour : le roi est nu.

Les forces ukrainiennes ont mené une campagne de désinformation pour enfumer leurs ennemis et opérer une percée à l'endroit où les défenses ennemies étaient les plus faibles. L'effet de surprise était garanti et l'état-major russe est tombé dans le piège. Le stratagème doit beaucoup au renseignement américain mais aussi à celui que d'aucuns qualifient de génial stratège le général Oleksandr Syrsky, débarqué à Kharkiv deux semaines et demie avant le début de la contre-offensive. Traquenard et désinformation sont de bonne guerre : c'est précisément ce que l'on attend du haut commandement, savoir qu'il est capable de mener de telles opérations dans la discrétion. En revanche, la débandade russe qui s'ensuivit en a étonné plus d'un.

Des généraux trop loin du front

Les railleries sont sur toutes les langues, l'une d'entre elles résume le sentiment général : au début de la guerre, le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait rétorqué aux Américains qui lui proposaient de l'exfiltrer hors de Kiev : « Ce n'est pas d'une course en taxi dont j'ai besoin mais d'armes. » Les internautes imaginent désormais les soldats russes qui s'enfuient en disant : « Ce n'est pas d'armes dont nous avons besoin, mais d'un taxi. » Autour de la table du petit-déjeuner,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

Alexandre Skakoun, le numéro deux de l'administration militaire de la région de Kharkiv promet que la débandade constatée est le prélude à d'autres avancées dans l'oblast de Louhansk. « Ils sont partis de manière désordonnée, se réjouit-il, en abandonnant une quantité de matériel de guerre derrière eux. »

Le manque d'autonomie des sections et des brigades de même que leur incapacité à prendre des initiatives ont concouru à leur retraite désordonnée. « L'armée russe est construite sur un modèle ancien hérité de l'empire féodal, interprète le commandant Vsevolod Kozhemyako. Sa structure essentiellement verticale n'autorise pas une coordination horizontale. » Lorsque les défenses russes ont été enfoncées, les chefs de section en ont référé à leur hiérarchie qui a fait à son tour remonter les infos vers l'état-major. « Une immense perte de temps, poursuit-il, qui a généré de la panique. »

Ceux qui prennent les décisions au bout de chaîne de commandement ne savent pas ce qu'il se passe réellement au front, car ils en sont trop éloignés. « Les officiers subalternes, insiste Vsevolod Kozhemyako, ne disent aux généraux que ce que ces derniers veulent entendre, comme dans la tradition soviétique. » D'où un double problème : les décisions prises par l'état-major sont basées sur des informations distordues et une méconnaissance du terrain et, sur le champ de bataille, « les commandants et les hommes en première ligne, poursuit Vsevolod Kozhemyako, sont frustrés de ne pas avoir de contact avec l'état-major et ne de pas être pris en compte ».

Du matériel de l'URSS

Les défaillances dans la chaîne de commandement se retrouvent dans la communication. Sur le front, les militaires russes installent des postes de communication mobiles reliés avec des lignes en cuivre. Ce système, en circuit fermé, fonctionne bien, à condition que les obus ne coupent pas physiquement la ligne. Les communications doivent être relayées ensuite par satellite ou par la téléphonie. « Faute de couverture réseau, constate Vsevolod Kozhemyako, les troupes russes n'ont pu se coordonner lorsque le rythme s'est accéléré. »

A contrario, grâce à Starlink, le réseau satellitaire mis à disposition des Ukrainiens par le milliardaire américain Elon Musk, les Ukrainiens ont pu partager les informations en temps réel. « Sur le front, raconte-t-il, nous avons en temps réel les images prises par nos drones et les ordres de l'état-major. »

Nazar, un sniper d'une brigade de reconnaissance rencontré dans sa base, montre deux fusées éclairantes non utilisées et de fabrication russe. Il les a trouvées derrière la ligne de front lors d'une opération spéciale. « Durant les combats, raconte Nazar, les Russes éteignent leurs walkies-talkies pour que nous ne captions pas leurs conversations. Ils communiquent grâce à ces fusées. La verte pour dire *en avant*, la rouge pour *stop*, *retraite* ou *mouvement de côté*. Mais les codes couleurs peuvent changer. »

Le ravitaillement – en hommes, en armes et en matériel – s'est avéré le maillon le plus faible de l'armée russe. La plupart de ces problèmes de ravitaillement relèvent de la logistique simple. « Les



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

camions et les blindés de transport de troupes datent de l'URSS, remarque Serhiy Cherevaty, porte-parole du groupe des forces de l'Est, et ils sont mal entretenus. Et quand ce n'est pas directement le cas, il s'agit de modèles soviétiques légèrement améliorés, comme le BTR 82. » Camions enlisés, en panne ou détruits : le ravitaillement indispensable n'est pas parvenu à destination. En s'appuyant sur le rail ou en formant de longs convois pour transporter hommes et matériel, l'état-major russe a offert des cibles faciles aux artilleurs ukrainiens. De manière significative, le fuel dont la Russie ne manque pas n'a pas pu être acheminé jusqu'aux lignes où les chars manœuvraient. « Nous avons capturé des dizaines de tanks en parfait état de marche mais dont les réservoirs étaient vides », explique Taras Berezovets, un officier de la 1^{re} brigade des forces spéciales.

«Le Kremlin a cru à ses propres mensonges »

Serhiy Cherevaty, porte-parole du groupe des forces de l'Est, dresse un tableau sombre de l'armée russe. « Leur stratégie d'ouvrir un front immense sur plus de 1 000 kilomètres s'est embourbée. L'armée russe possède des missiles efficaces mais très coûteux, les Iskander, et du matériel soviétique hors d'usage. Entre les deux, il n'y a rien. La maîtrise du ciel devait être acquise aux Russes, mais ils n'arrivent pas à déjouer notre DCA. Ils ont des drones d'ancienne génération qui ne servent qu'à la reconnaissance, nous avons transformé des drones civils en drones de combats. Ils ne sont pas chers et leur nombre est quasiment illimité. » La situation de l'armée ukrainienne reste cependant précaire, car elle dépend fortement des armes et des munitions occidentales. Sans le renseignement américain, concède Taras Berezovets, nous serions démunis. Quant aux troupes, elles ont subi des pertes sévères, les autorités seront probablement contraintes de mobiliser des soldats sans expérience. « La mobilisation générale, critique, amer, le major Igor [Il préfère taire son patronyme] aurait dû être décrétée en Ukraine pour permettre une formation adéquate. Kiev s'appuie trop sur les faiblesses russes et pas assez sur le développement de notre armée. »

L'armée russe, dont on croyait qu'elle était la deuxième plus forte au monde, n'est forte que sur le papier, constate Serhiy Cherevaty. « Ce n'était que pure propagande, assène-t-il. Mais le Kremlin a cru à ses propres mensonges. À la fin, nous ne pouvons que gagner, car les soldats ennemis ne peuvent avoir la même détermination que nous qui défendons notre terre. »

Ukraine: redonner tout son sens à la dissuasion

Par Jean-Dominique Merchet - 27 septembre 2022 à 19h30

En février dernier, les Occidentaux n'ont pas su dissuader la Russie d'envahir l'Ukraine. Désormais, alors que Vladimir Poutine tente un chantage à l'arme nucléaire, ils doivent impérativement rétablir une dissuasion crédible à l'égard du dirigeant du Kremlin. Le président russe mord en effet régulièrement la ligne jaune de la menace nucléaire. « Ce n'est pas du bluff », disait-il récemment, promettant d'« utiliser tous les moyens à notre disposition » pour répondre à un prétendu « chantage nucléaire » occidental.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Vladimir Poutine veille encore à employer des périphrases, mais son message est transparent – et ses propagandistes n'en font pas mystère. En parlant ainsi de la menace atomique, le président russe modifie les conditions de la dissuasion. Celle-ci repose sur des évidences partagées (dernier ressort, risque de destruction mutuelle) qu'il n'est pas nécessaire d'évoquer publiquement, sauf à vouloir délibérément accroître les tensions. C'est le cas. Jusqu'à présent, Moscou s'en tient à une détestable « dissuasion offensive » : en s'abritant derrière son arsenal nucléaire, il peut attaquer l'Ukraine, en empêchant les Occidentaux de s'engager trop directement. En face, le parapluie nucléaire de l'Otan « sanctuarise » toujours le territoire des alliés : l'escalade est évitée, pas la guerre

.Même si les Occidentaux évitent la surenchère verbale avec Moscou, ils comprennent que le monde entre dans une zone de danger, tel qu'il n'en a pas connu depuis les crises de la Guerre froide. Manifestement, le président russe ne sait plus comment se sortir de l'impasse en Ukraine. D'où la crainte d'une frappe nucléaire, sous la forme d'un « avertissement », comme disent les stratèges. Une manière, pour le Kremlin, d'affirmer à la face du monde que la Russie n'acceptera jamais la défaite. Il faut vraiment l'en dissuader

Ukraine : pourquoi la centrale de Zaporijjia bloque le désarmement nucléaire

Par Jean-Dominique Merchet - 07 septembre 2022 à 14h14

Fin août, la Russie a empêché l'adoption d'une déclaration finale de 191 Etats lors de la conférence du Traité de non-prolifération nucléaire, déjà bien affaibli



Inspection de la centrale nucléaire de Zaporijjia par les experts de l'AIEA, le 1er septembre 2022 en Ukraine.

Sipa Press

Les faits - L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est « gravement préoccupée » par la situation à la centrale nucléaire de Zaporijjia, en Ukraine, et préconise dans son rapport d'inspection publié mardi 6 septembre la mise en place d'une « zone de sécurité » autour de la centrale. Le sort de cette centrale est également à l'origine de l'échec de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui n'est pas parvenue à adopter, fin août, une déclaration finale, du fait du blocage russe. La centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijjia est dans une situation « clairement intenable ». C'est la conclusion des inspecteurs de l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui ont publié leur rapport mardi 5 septembre, après s'être rendus dans cette installation occupée par l'armée russe et située une zone de combat.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Au-delà du risque pour la sûreté nucléaire, le sort de ZNPP (Zaporizhzhia Nuclear Power Plant) a également de fâcheuses conséquences diplomatiques, en matière de prolifération nucléaire.

Durant tout le mois d'août s'est tenue à New York la conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), réunissant 191 Etats. Elle s'est achevée le 26 août sur un échec, sans adoption d'une déclaration finale. Après quatre semaines de travaux, la Russie a bloqué « à la dernière minute, sans préavis », le document final, pourtant « longuement et difficilement négocié » selon une source diplomatique. « Un seul Etat porte toute la responsabilité du blocage, la Russie, qui ne voulait pas voir la situation des installations nucléaires ukrainiennes qu'elle occupe évoquée par les Etats parties au TNP », a réagi l'Elysée, précisant que le président Macron « déplorait » cette attitude.

Trois piliers. Adopté en 1968, le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) repose sur trois piliers : le désarmement nucléaire des Etats « dotés » (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France), la lutte contre la prolifération et l'usage pacifique de l'atome. Une conférence d'examen a lieu tous les cinq ans, mais la Covid a repoussé de deux ans la tenue de la dernière. La prochaine aura lieu en 2026. 191 Etats y ont participé, à l'exception de quatre pays, pourtant tous possesseurs de l'arme nucléaire : l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord. Non-signataires du TNP (ou l'ayant dénoncé dans le cas de la Corée du Nord), ils ne sont donc pas tenus par ses obligations. Ce qui n'est pas le cas, par exemple, de l'Iran, pays signataire mais accusé de ne pas le respecter.

Le TNP est désormais contesté par un autre texte en vigueur depuis 2021, le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Signé par 86 Etats (66 l'ont ratifié), il est très critiqué par les puissances nucléaires, dont la France. La diplomatie française le juge « hors-sol » et « orthogonal » (radicalement divergent) avec le TNP qui est, selon elle, « irremplaçable ».

Quelques semaines avant l'invasion de l'Ukraine, les cinq Etats nucléaires « dotés » (selon le TNP) s'étaient réunis à Paris et avaient adopté une déclaration commune afin de « prévenir la guerre nucléaire et éviter la course aux armements ». Cela laissait présager un accord à la conférence de New York. Las ! « L'Ukraine a complètement changé la donne », constate une source diplomatique française.

Conversations stratégiques. A Paris, on se refuse à parler d'« échec » de la conférence du TNP, au vu des « conversations stratégiques approfondies » entre les participants qu'elle a permis. La Chine s'y est notamment affichée de manière « agile » et « décomplexée ». De son côté, la France n'est pas parvenue à faire avancer les deux dossiers qui lui tiennent à cœur : l'adoption d'un traité interdisant la production de matières fissiles (uranium enrichi ou plutonium) et l'entrée en vigueur de l'interdiction complète des essais nucléaires.

L'Union européenne avait adopté une « position commune » aux Vingt-sept. Cela n'avait rien d'évident, tant les points de vue nationaux sont différents. Sur le désarmement, la France est vent debout contre le Traité d'interdiction (TIAN), alors que l'Autriche et l'Irlande en sont de fervents promoteurs.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

Plusieurs Etats membres de l'UE (Allemagne, Suède, Finlande, Pays-Bas, Belgique) avaient également participé comme « observateurs » à la première réunion des Etats signataires du TIAN, en juin dernier à Vienne. D'autres désaccords, notamment entre l'Allemagne et la France, portent sur les usages civils de l'atome.

L'organisation ICAN (Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires), promotrice du TIAN et prix Nobel de la paix 2017, estime par la voix de son porte-parole français Jean-Marie Collin que « le régime du TNP est plus que jamais largement fissuré ». La précédente conférence d'examen, en 2015, s'était déjà achevée sur une absence de consensus, alors liée à des désaccords sur la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient

.Antinucléaires. Pour les antinucléaires, « la Russie n'est pas seule responsable de l'échec de la conférence du TNP ». ICAN dénonce ensemble, les cinq Etats dotés et leur « manque de volonté de mettre en œuvre leurs obligations en matière de désarmement nucléaire ». « C'est une analyse très problématique et une lecture viciée qui exonère la Russie de son agression et la Chine de son opacité, en mettant la pression sur les Etats démocratiques », réplique une source diplomatique française.

Il n'en reste pas moins que les puissances nucléaires, démocratiques ou non, modernisent, voire augmentent (Chine, Royaume-Uni notamment) leurs arsenaux atomiques. La France n'y échappe pas avec des investissements « en très forte hausse » (+79 %) selon un récent rapport parlementaire. Les crédits du nucléaire militaire s'élèvent à plus de 6 milliards par an et ne baisseront vraisemblablement pas dans la Loi de programmation militaire (2024-2030) en préparation. Dans le même temps, la perspective d'un accord avec l'Iran sur le nucléaire semble s'éloigner alors que les différents instruments de contrôle des armements sont progressivement démantelés, du fait des tensions entre les Etats-Unis et la Russie. Comme on l'a vu à New York, la guerre d'Ukraine ne fait qu'aggraver une situation déjà guère brillante.

Enquête Armement : pourquoi la France ne serait pas capable de faire face à une guerre

La guerre en Ukraine a mis en évidence les carences de la France en matière d'armement. Le chef de l'État pousse les industriels à produire plus vite, mais cette incitation aura du mal à être suivie de faits.



Un officier ukrainien se tient devant un canon français Caesar de calibre 155 sur une ligne de front dans le Donbass, 15 juin 2022. (ARIS MESSINIS / AFP)

"C'est très simple, si on n'a pas envoyé beaucoup d'armes à l'Ukraine, c'est avant tout parce qu'on était à l'os !"



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Le constat dressé par l'ancien député Les Républicains de 1993 à 2022 François Cornut-Gentille, ancien rapporteur du budget défense à la commission du budget de l'Assemblée nationale, a de quoi inquiéter. La France s'est en effet retrouvée embarrassée lorsque la guerre en Ukraine a débuté. Qu'envoyer sur place alors qu'elle peine déjà à équiper ses propres soldats ?

25% de nos canons Caesar sont en Ukraine

Difficile de savoir exactement ce que nous avons livré. Contrairement à d'autres pays comme les États-Unis, la liste des équipements français est classée secret-défense. Le président de la République et le gouvernement ont cependant livré quelques informations. Emmanuel Macron a évoqué l'envoi de 18 canons Caesar, une arme qui permet de frapper des cibles à près de 40km. À cela s'ajoutent des missiles anti-char et des véhicules blindés livrés l'été dernier. Des équipements destinés aux soldats ukrainiens sont aussi régulièrement acheminés (casques, gilets pare-balles...).

Au total, la sénatrice Hélène Conway-Mouret, secrétaire de la commission défense au Sénat, évalue l'aide française en Ukraine à quatre milliards d'euros, aide humanitaire comprise. Bien plus donc, a priori, que les 100 millions d'euros avancés par l'ancienne ministre des Armées Florence Parly au mois d'avril 2022.

La France est depuis le début aux côtés du peuple ukrainien. Nous avons livré pour plus de 100 millions d'€ d'équipements militaires et œuvré au déblocage de 1,5 milliard d'€ par l'UE pour aider l'Ukraine à se défendre. C'est son droit. C'est sa sécurité. C'est aussi la nôtre.

— Florence Parly (@florence_parly) April 13, 2022

250 avions contre 700 il y a 30 ans

Problème pour l'armée française : ces armes ont été prélevées sur un stock déjà limité. Les 18 canons Caesar livrés représentent près de 25% du parc français. Certes, la France dispose d'un modèle d'armée dit "*complet*", à l'inverse de certains de nos voisins, nous avons conservé un panel global d'équipements dans les trois corps d'armées (terre, air, marine), "*mais cette armée complète s'est heurtée à des coupes dans les budgets de la défense depuis la fin de la guerre froide*", relève Elie Tenenbaum, directeur du centre des études de sécurité à l'IFRI. *À partir des années 90, on se rend compte que notre appareil militaire ne correspond plus à un environnement pacifié.*

"On paye le prix de ce que Laurent Fabius appelait 'toucher les dividendes de la paix'. On a dépensé moins et réduit les équipements car le spectre de la guerre s'était éloigné."

Elie Tenenbaum, directeur du centre des études de sécurité à l'IFRI

à franceinfo



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Résultat : *"Alors qu'on avait 1 350 chars de bataille en 1991, on en a 220 aujourd'hui. On avait 700 avions en 1991, et aujourd'hui moins de 250."* Et les budgets de la défense qui représentaient 4% du PIB à la fin de la guerre froide, sont descendus à 1% sous le mandat de Nicolas Sarkozy. Tandis que l'armée a réduit ses effectifs de 30% depuis les années 90.

Dans le même temps, la France serait passée à côté d'évolutions technologiques notables. *"On a raté le virage des drones, regrette l'ancien député François Cornut-Gentille. Ça n'intéressait ni l'armée, ni les industriels. On a cru que c'était des joujoux alors que ça change la physionomie du champ de bataille"*

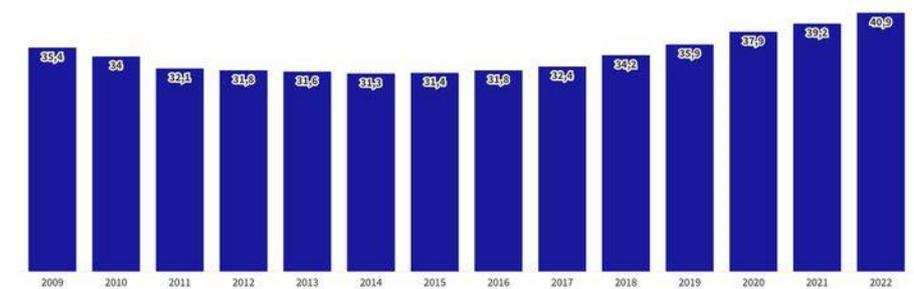
Or, pendant que la France – et les Européens dans leur globalité – réduisaient leurs dépenses de défense, d'autres grandes puissances comme la Chine, la Russie ou les États-Unis continuaient d'investir.

Incapable de faire face à un conflit majeur

L'annexion de la Crimée par la Russie fera l'effet d'un électrochoc. *"Avant cela, c'était assez confortable pour les pays européens de se reposer sur les investissements américains pour leur défense, explique le général Jean-Paul Paloméros, ancien commandeur en chef de l'OTAN. Outre-Atlantique, on n'a eu de cesse de réclamer aux Européens de prendre leur part du fardeau. Mais ça a pris du temps."*

Devant la menace Russe, l'OTAN fixe un objectif pour les pays européens : faire remonter la part de leurs dépenses de défense à 2% du PIB. Jean-Paul Paloméros conseillera le candidat Emmanuel Macron pour son projet de défense en 2017. Et le président nouvellement élu suivra ses préconisations en augmentant les budgets, d'abord de 1,7 milliard par an de 2017 à 2022, puis de 3 milliards par an jusqu'en 2025. Avec pour objectif d'atteindre 50 milliards au final, soit 2% du PIB.

Evolution du budget du ministère français des Armées
Entre 2009 et 2022
en milliards d'euros



Source : Ministère des Armées



Évolution du budget du ministère français des armées entre 2009 et 2022. (Ministère des armées - L'Express)

Si cet argent a remis l'armée à flot, il n'a cependant pas permis d'augmenter ses moyens. Selon Elie Tenenbaum, *"la loi de programmation de 2017 ne se traduit pas par une remontée capacitaire. On modernise, mais on n'a pas de choses en plus dans*

notre arsenal".



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Certes, l'armée de terre a développé le programme Scorpion pour ses véhicules de combat, la Marine a vu le remplacement d'un sous-marin nucléaire, et l'armée de l'air a acquis quelques Rafale, mais ces remplacements restent cosmétiques.

Le député européen Arnaud Danjean avait prévenu de ces carences dans la revue stratégique de 2017 qui a servi de base à la loi de programmation militaire. *"Des mentions de la guerre qui se rapproche de l'Europe figurent dès l'introduction. On ne parlait pas de guerre de haute intensité mais de conflits interétatiques. On évoquait des risques d'escalade engageant des puissances globales comme la Russie. On a alors appelé à une montée en puissance de l'appareil de défense français pour faire face à l'intégralité de ces menaces."*

Mais cette mise en garde est arrivée trop tard, car la France aujourd'hui ne saurait se défendre seule dans un conflit de haute intensité. Pour le député LR Jean-Louis Thiériot, qui a écrit un rapport parlementaire sur ce sujet, *"nous n'avons pas la capacité de tenir dans la durée. Au mieux au bout de quelques semaines, nous serions en difficulté."*

L'aviation de chasse réduite à néant en cinq jours

Deux exercices de simulation de conflits internationaux l'ont confirmé en 2021. Le premier, baptisé Warfighter, organisé avec les Américains et les Britanniques concernait l'armée de terre. Et le second, Polaris 21, la Marine et l'aviation. Ces exercices interarmées ont mis en évidence les limites des forces françaises.

"Warfighter a montré qu'en une semaine d'affrontements de haute intensité, la France aurait 800 à 1 000 hommes tués ou blessés, et plus aucune munition."

Jean-Louis Thiériot, député LR

à franceinfo

Le compte rendu de la commission de la défense nationale des forces armées daté du 16 février 2022 fait lui état de 400 marins disparus au cours de l'opération Polaris 21. Il précise qu'*"en une quinzaine de minutes d'un premier combat, deux frégates avaient été envoyées par le fond et deux autres étaient neutralisées, soit entre 200 et 400 marins tués ou disparus."* Ce même rapport indique que si l'on extrapolait les pertes lors des derniers conflits aériens (la guerre de Kippour et la guerre des Malouines), *"il est manifeste que l'aviation de chasse française pourrait être réduite à néant en cinq jours"*.



Schéma des forces en jeu lors de l'exercice Polaris 21 (dont la France en bleu) le 18/11/21.

(Dossier de presse Polaris 21, Ministère des armées)



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

Mettre la pression sur les industriels

Compte tenu de ces carences, et alors que la guerre est aux portes de l'Europe, la France a décidé de changer de braquet. L'exécutif a d'abord pris une décision inédite : stopper la loi de programmation en cours et la remplacer par une nouvelle qui sera examinée en Conseil des ministres durant les premières semaines de 2023. L'objectif est clair : maintenir et accentuer l'effort budgétaire jusqu'en 2030. Si certains parlementaires approuvent, des experts, comme Olivier Schmitt, professeur de relations internationales au centre d'études sur la guerre de Copenhague, se montrent réservés.

"Le risque c'est de mettre la charrue avant les bœufs. De tirer des conclusions rapides de ce qui se passe en Ukraine, et en déduire ce que doit être notre format d'armées"

Olivier Schmitt, professeur de relations internationales au centre d'études sur la guerre de Copenhague

à franceinfo

"Or il y a quelques semaines, je pense que pas grand monde ne s'attendait à une percée ukrainienne sur le front, poursuit le professeur. C'est comme si on demandait à un planificateur de défense de tirer des leçons de la Seconde Guerre mondiale après les huit premiers mois du conflit."

Il n'empêche. Le chef de l'État a voulu aller vite. En juin 2022, lors du salon international de défense Eurosatory, il déclare que *"nous entrons dans une économie de guerre. Une économie dans laquelle il faudra aller plus vite, notamment pour les industriels."* Mais cette injonction a semé le trouble. *"Il faut avoir en tête qu'entre le moment où on passe la commande et celui où on reçoit les matériels, le temps est long, relate le député LR Jean-Louis Thiériot. Pour un obus de 155, entre la commande et la livraison il faut compter un an. Pour un missile trois ans. Et un Rafale quatre ans."*

"On ne produit pas des armes comme on produit des aspirateurs", relève la sénatrice socialiste Hélène Conway-Mouret. Une remontée en cadence prendra du temps a, pour sa part, expliqué devant les députés le PDG de Dassault Aviation, Éric Trappier : "Si certains peuvent croire qu'on monte une cadence d'avion de combat en un mois, ce n'est pas possible. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas la guerre et qu'on profite des dividendes de la paix et d'un coup dire aux industriels, garde à vous, augmentez vos cadences."

Autre obstacle à cette montée en puissance : les commandes du secteur de l'armement proviennent principalement de l'étranger, des marchés extrêmement lucratifs. La France est le 3e exportateur mondial d'armes, derrière les États-Unis et la Russie. Et il sera compliqué de mener de front cette production et une augmentation de la production française.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32



Emmanuel Macron serre la main d'Éric Trappier, PDG de Dassault Aviation, lors du salon de défense Eurosatory le 13 juin 2022, à Villepinte. (EPA/Ludovic Marin - MAXPPP)

D'autant plus que le prix de l'énergie flambe actuellement, avec des factures de gaz multipliées parfois par 8, et des matières premières qui viennent aussi à manquer. Or, *"l'aluminium et l'acier peuvent représenter jusqu'à 60% du coût de petits navires, a récemment précisé aux députés, le PDG de Naval Group, Pierre-Éric Pommellet. On assiste à un marché qui est devenu fou, avec des hausses de prix considérables. On demande à nos entreprises d'accepter dans les heures une commande 60, 80 ou 100% au-dessus du prix moyen."*

Des désaccords franco-allemands

La solution ne semble pas apparaître non plus au niveau européen. L'Europe de la défense voulue par Emmanuel Macron s'enlise dans des désaccords. Certes la France et l'Allemagne veulent développer deux projets communs : le char du futur (MGCS pour "main ground combat system") et le système de combat aérien du futur (SCAF). Mais ces deux projets sont à l'arrêt, déplore la sénatrice Hélène Conway-Mouret : *"Nous avons peut-être trop misé sur le couple franco-allemand. Or, les Allemands ont des objectifs différents des nôtres."*

"Ce qui intéresse les Allemands, c'est un partenariat privilégié avec les États-Unis, peut-être pour remplacer le Royaume-Uni qui a quitté l'Union européenne."

Hélène Conway-Mouret, sénatrice à franceinfo

Les faits semblent lui donner raison. Lorsqu'il a annoncé un investissement massif de 100 milliards d'euros dans la défense, le chancelier Olaf Scholz a cité parmi ses partenaires européens possibles : les Polonais, les Tchèques, les Slovaques, mais il n'a fait aucune mention des Français. De quoi inquiéter Paris même si on continue de se dire serein. En témoignent les récentes déclarations du ministre des Armées Sébastien Lecornu affirmant : *"Le SCAF est un programme prioritaire, et il se fera."*

Pour l'ex-député François Cornut-Gentille, cette situation serait la conséquence de désaccords. *"Dassault pense que l'Allemagne est d'accord pour financer le SCAF à condition d'avoir accès à ses technologies et ses savoir-faire. Et Dassault a envie de conserver ses secrets de fabrication. Tandis que les Allemands n'ont pas envie de financer un programme qui profitera à l'industrie française sans avoir accès à un certain nombre d'informations... Il n'y a aucune confiance réciproque en réalité."*



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

Cette absence de confiance pourrait au final profiter aux États-Unis. L'Oncle Sam en embuscade rêve de monter en puissance sur le marché européen. Un échec du SCAF pourrait représenter un manque à gagner de plusieurs milliards d'euros pour les industriels français.

L'Allemagne veut devenir « la force armée la mieux équipée d'Europe » » *Par l'Opinion - 16 septembre 2022 à 17h45*

Olaf Scholz assure que son pays est prêt « à assumer une responsabilité de premier plan pour la sécurité de notre continent ». L'idée d'un « quartier général européen » est avancée, ainsi que d'éventuelles actions militaires



Des blindés Panzerhaubitze 2000 de la Bundeswehr, en mai 2022, en Allemagne.

Philipp Schulze/AP/SIPA

Roulements de tambours allemands au vu d'un tournant stratégique toujours acté. « En tant que nation la plus peuplée, dotée de la plus grande puissance économique et située au

centre du continent, notre armée doit devenir le pilier de la défense conventionnelle en Europe, la force armée la mieux équipée d'Europe », a précisé le chancelier Olaf Scholz devant les gradés de la Bundeswehr, vendredi 16 septembre, rapporte Le Figaro. Un discours encore inimaginable en début d'année pour les responsables politiques d'un pays traumatisé par son passé nazi.

À la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, Berlin avait organisé un pivot stratégique, faisant tomber le masque du pacifisme et d'un discours naïf sur son environnement géopolitique proche. Le déblocage de 100 milliards d'euros avait notamment été décidé afin de mettre à niveau l'équipement de l'armée allemande. Las, après de très longues années de disette, c'est un sérieux rehaussement des crédits dans la durée qu'il est nécessaire d'apporter à la Bundeswehr.

Coalition. Les discours seront-ils suivis d'acte ? Il est possible de l'espérer pour les Vingt-Sept. « L'Allemagne est prête à assumer une responsabilité de premier plan pour la sécurité de notre continent », a précisé Olaf Scholz. Le chancelier a même fait des propositions : pour la mise en place d'un « quartier général européen » susceptible de « mener des missions » (évacuation de ressortissants, conseil, formation) et a ouvert la voie à d'éventuelles actions militaires européennes, en usant des actuels traités européens, pour missionner « un groupe d'États membres, une coalition de personnes déterminées ».



Pour Paris, grande puissance militaire du continent, le revirement allemand est à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle. S'il permet d'avancer vers l'horizon des demandes réalisées par Emmanuel Macron lors de son discours de la Sorbonne de 2017 à propos d'une « Europe puissance » (longtemps un serpent de mer français), la France risque de perdre aussi en influence dans ce qui était jusqu'ici un atout géopolitique de puissance.

Enfin, Berlin aimerait simplifier « le nombre totalement inextricable de systèmes d'armes et d'équipements militaires ». Est érigé en pierre de façade le « domaine de la défense aérienne – coordonnée au niveau européen et contribuant au renforcement du pilier européen de l'Otan ». Pour l'heure, sur d'autres projets communs comme le futur char européen (MGCS) ou l'avion de chasse du futur (SCAF), les discussions patinent.

Mali : les djihadistes de l'État islamique prennent une localité clé après d'âpres combats

Par Le Figaro avec AFP

Situé à 150 km de Gao, Talataye est un endroit stratégique, à la confluence entre les zones d'influence de différents groupes armés.

Des djihadistes affiliés à l'organisation État islamique se sont emparés mardi 6 septembre d'une localité stratégique du nord du Mali au prix d'âpres combats avec d'autres groupes armés de la région et des djihadistes rivaux ayant fait allégeance à Al-Qaïda, ont indiqué un élu local, un responsable régional et un interlocuteur sur place.

Les titres du matin Newsletter

Talataye, à environ 150 km de Gao, est régulièrement le théâtre de combats depuis le début du conflit malien en 2012, étant donné sa situation à la confluence des zones d'influence de différents groupes armés. Aucun bilan humain des combats n'était disponible mercredi matin.

Les combats de mardi illustrent la volonté d'extension territoriale manifestée récemment par les hommes affiliés à l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), qui multiplie les opérations au-delà de la zone déjà sous son emprise.

Les affrontements ont mis aux prises les combattants de l'EIGS et un certain nombre d'acteurs encore mal définis, compte tenu de la difficulté d'accès à l'information dans cette région désertique. Mais des djihadistes rivaux du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaïda) faisaient partie de leurs adversaires, selon les sources de l'AFP. La nature de la relation entre les combattants du GSIM et des autres adversaires de l'EIGS n'a pu être précisée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

Les djihadistes arrivés sur des motos

Le GSIM est très implanté dans les brousses de Talataye. Olivier Dubois, le journaliste français enlevé à Gao en 2021, s'y était rendu en vue d'un entretien avec le commandant du GSIM de Talataye. Des combattants du groupe pro-gouvernement Mouvement de salut de l'Azawad (MSA) et d'ex-rebelles de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), qui ont combattu l'État malien avant de signer un accord de paix en 2015, sont aussi présents dans la zone.

«*Les gens de l'EIGS sont arrivés cet après-midi sur des motos, les combats ont duré trois heures*», a dit mardi soir à l'AFP un combattant du MSA qui a pris part aux combats avant de se replier et qui a été joint par téléphone satellitaire. Les combattants de l'EIGS «*ont pris Talataye*» au crépuscule, a-t-il dit.

Un élu local a confirmé à l'AFP que «*la mairie de Talataye et la ville*» étaient mercredi matin aux mains de l'EIGS. Talataye consiste essentiellement en une agglomération de hameaux où vivent des milliers de personnes. Un responsable sécuritaire à Gao a confirmé des affrontements «*entre groupes djihadistes*». Tous s'exprimaient sous le couvert de l'anonymat pour leur sécurité et en raison de la sensibilité de ces questions.

La zone de Talataye, comme une grande partie du pays, échappe de fait au contrôle de l'État. L'armée malienne a dit mardi soir dans un communiqué avoir conduit une «*reconnaissance*

offensive» par avion au-dessus de Talataye. La junte au pouvoir depuis 2020 au Mali ne cesse d'affirmer avoir acculé les djihadistes à la défensive. «*Grâce aux actions offensives menées, nos forces armées ont remporté des victoires décisives contre les groupes obscurantistes. Ces actions ont également permis à l'État de réaffirmer son autorité sur une grande partie du territoire national*», déclarait ainsi mardi le chef de la diplomatie Abdoulaye Diop.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

IN MEMORIAM



Le 23 septembre dernier, en zone irako-syrienne, des actions de combat ont opposé les combattants des forces locales et des membres de Daech. Des tirs ont été échangés, certains touchant une position de militaires français qui conseillaient ces forces locales. Lors de cet accrochage, l'adjudant-chef Grenier appartenant au 13e régiment de dragons parachutistes (13e RDP) a été mortellement blessé dans l'accomplissement de sa mission au service de la France.

Né le 2 août 1983 à CAEN, l'adjudant-chef Stéphane Grenier a accompli la totalité de sa carrière militaire au 13e RDP, alors stationné à DIEUZE lorsqu'il s'y engage fin 2003. Repéré dès sa formation initiale comme faisant partie des meilleurs de sa génération, il réussit avec succès l'ensemble des sélections lui permettant d'intégrer les équipes de recherche du 13e RDP.

Particulièrement rustique et endurant, et démontrant de remarquables facultés intellectuelles, il excelle dans chacune des opérations spéciales de recherche de renseignement réalisées avec l'escadron nautique du 13e RDP. Son premier engagement opérationnel l'emmène en Bosnie-Herzégovine en 2005, où son professionnalisme et son sens de l'initiative lui permettent d'être sélectionné pour intégrer le corps des sous-officiers dès 2006. Breveté chef de cellule en équipe de recherche aéroportée, il continue de briller en opérations, notamment en Côte d'Ivoire en 2007 et en 2008. Engagé en Afghanistan, en 2009 puis en 2010, au sein du Groupement de forces spéciales JEHOL, en province de Kapisa, il y est cité pour son courage et son professionnalisme dans des actions périlleuses de recueil de renseignements. Il retrouve le théâtre afghan en 2013, après d'autres opérations de contre-terrorisme dans la corne de l'Afrique. Devenu chef d'équipe de recherche au 13e RDP en 2014, ses qualités de chef exemplaire, courageux et bienveillant envers ses hommes lui permettent de se distinguer parmi ses pairs. Il s'engage à la tête de son équipe avec une détermination et une efficacité admirables dans plusieurs opérations spéciales sensibles et complexes, au Sahel en 2014 puis au Proche-Orient en 2016.

Titulaire de deux citations dont une avec attribution de la croix de la Valeur militaire, l'adjudant-chef Grenier était pacsé et père d'une petite fille. Il a été tué dans l'accomplissement de sa mission, au service de la France.